



CHAPITRE 72

CHAPTER 72

Loi modifiant la charte de la cité de Québec An Act to amend the charter of the city of Quebec

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

[Assented to, the 10th of March, 1949]

Preamble.

ATTENDU que la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées: et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunts autorisés.

1. La cité de Québec est autorisée à emprunter les sommes suivantes, subordonnement à l'approbation de la Commission municipale de Québec et aux conditions qu'elle jugera à propos d'imposer à ce sujet;

a) deux cent mille dollars, pour la construction de pavages permanents;

b) cent mille dollars, pour la réfection de la couche de surface des pavages;

c) six cent soixante mille dollars, pour l'élargissement de la rue Dorchester;

d) vingt-cinq mille dollars, pour la préparation d'un plan d'urbanisme dans la cité.

Émission d'obligations.

2. Aux fins ci-dessus autorisées la cité pourra émettre, sur résolution de son conseil, des obligations portant un intérêt n'excédant pas quatre pour cent l'an,

WHEREAS the city of Quebec has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Preamble.

1. The city of Quebec is authorized to borrow the following amounts, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and upon such conditions it may deem expedient to impose for this matter;

a. Two hundred thousand dollars for the construction of permanent paving;

b. One hundred thousand dollars for resurfacing pavements;

c. six hundred and sixty thousand dollars for the widening of Dorchester street;

d. twenty-five thousand dollars for the preparing of a plan of town-planning in the city.

Loans authorized.

2. For the purposes authorized above, the city may, by resolution of its council, issue bonds, bearing interest at a rate not exceeding four per cent per annum, pay-

Bond issue.

payable semi-annuellement, remboursables par séries dans une période ne dépassant pas vingt ans.

able half yearly, repayable by series within a period not exceeding twenty years.

1929, c. 95,
a. 1, am.

3. L'article 1 de la loi 19 George V, chapitre 95, est modifié en remplaçant le paragraphe *i* par le suivant:

"locataire".

"i) Le mot "locataire" signifie toute personne tenue de payer un loyer en argent ou de donner une partie des fruits et revenus de l'immeuble qu'elle occupe, [à l'exclusion cependant des simples occupants de chambres ou chambreurs]. Un locataire doit tenir feu et lieu, sauf le locataire des magasins, boutiques, bureaux ou places d'affaires."

3. Section 1 of the act 19 George V, 1929, c. 95, chapter 95, is amended by replacing paragraph "i" by the following:

"i. The word "tenant" shall mean any "tenant". person who is bound to pay rent in money or to give part of the fruits and revenues of the immovable which he occupies, [except, however, mere occupants of rooms or roomers]. A tenant must be a resident householder, saving the case of the lessee of a store, shop, office or place of business."

1929, c. 95,
a. 38,
remp.

4. L'article 38 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 5 de la loi 5 George VI, chapitre 72, est de nouveau remplacé par le suivant:

4. Section 38 of the act 19 George V, 1929, c. 95, chapter 95, replaced by section 5 of the act 5 George VI, chapter 72, is again replaced by the following:

Inscription des
compagnies, etc.

"38. Les compagnies ou corporations à fonds social peuvent, pourvu qu'elles aient payé leurs taxes ou redevances municipales et scolaires au 30 avril précédent, être inscrites sur la liste des électeurs municipaux et voter aux élections des échevins, pour les sièges numéros 1, 2 et 3, et à l'élection du maire, suivant qu'elles sont propriétaires ou locataires, par l'entremise d'un représentant autorisé à cet effet par une résolution du bureau des directeurs, copie de laquelle résolution doit être produite au bureau des cotiseurs de la cité le ou avant le 15 juillet de chaque troisième année à commencer en 1944, et elles peuvent exercer ce droit dans tous les quartiers où des cotisations ou taxes leur sont imposées, pourvu que ce représentant soit, au temps de la votation citoyen canadien, âgé d'au moins vingt et un ans, membre, directeur, procureur ou employé de ladite compagnie ou corporation. Cette résolution sera en vigueur aussi longtemps qu'elle n'aura pas été révoquée.

Inscriptions sur
liste.

Les cotiseurs inscriront sur la liste des électeurs, les noms et adresses desdites compagnies ou corporations, ainsi que les noms, adresses et occupations de leur représentant après que les formalités ci-dessus auront été dûment remplies.

Avis public.

Le greffier de la cité fera publier dans un journal français et dans un journal

"38. Joint-stock companies or corporations may, provided they have paid their municipal and school taxes or dues on the 30th April preceding, be entered on the list of municipal electors and vote at the elections of aldermen for seats numbers 1, 2 and 3, and at the election of mayor, according as they are owners or lessees, through a representative authorized to that effect by a resolution of the board of directors and a copy whereof shall be filed in the office of the city assessors on or before the fifteenth of July of every third year, beginning in 1944, and they may exercise this right in any ward where assessments or taxes are imposed upon them; provided such representative be, at the time of voting, a Canadian citizen, of the full age of twenty-one and a member, director, attorney or employee of the said company or corporation. Such resolution shall be in force as long as it is not repealed.

Voting
by com-
panies.

The assessors shall enter on the list of electors the names and addresses of the said companies or corporations, and the names, addresses and occupation of their representatives, after the above formalities have been duly complied with.

The city clerk shall cause to be published in a French newspaper and in

Public
notice.

anglais de la cité, un avis public aux compagnies ou corporations affectées par le présent article, le ou avant le quinze juin de chaque troisième année, à commencer en 1950."

an English newspaper of the city a public notice, to each such company or corporation affected by this section, on or before the fifteenth of June of every third year, beginning in 1950."

1929, c. 95,
a. 58,
remp.

5. L'article 58 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 17 de la loi 4 George VI, chapitre 74, est de nouveau remplacé par le suivant:

5. Section 58 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 17 of the act 4 George VI, chapter 74, is again replaced by the following:

Clôture
de la
révision.

"58. La révision des listes doit être terminée le ou avant le 24 septembre."

"58. The revision of the lists shall be concluded on or before the twenty-fourth of September."

1929, c. 95,
a. 65,
remp.

6. L'article 65 de la loi 19 George V, chapitre 95, tel que remplacé par l'article 21 de la loi 1 George VI, chapitre 102, est de nouveau remplacé par le suivant:

6. Section 65 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by section 21 of the act 1 George VI, chapter 102, is again replaced by the following:

Présenta-
tion des
candidats.

"65. Le deuxième lundi de novembre de chaque troisième année, à commencer en 1950, ou le premier jour juridique suivant, si le deuxième lundi est un jour non juridique, aura lieu à l'hôtel de ville, au bureau du greffier de la cité, entre midi et quatre heures de l'après-midi, la présentation des candidats aux charges de maire et d'échevins.

"65. On the second Monday of November of every third year, commencing in 1950, or on the first juridical day following, if such second Monday be a non-juridical day, the nomination of candidates for the office of mayor and alderman shall take place at the office of the city clerk, in the city-hall, between the hours of noon and four o'clock in the afternoon.

Prochaine
élection.

La prochaine élection générale aura lieu au mois de novembre 1950 et les membres du conseil élus en 1947 resteront en fonction jusqu'à leur remplacement par leurs successeurs élus en novembre 1950. Les indemnités du maire et des échevins pour la période s'étendant du 15 novembre 1947 au 15 décembre 1950 inclusivement seront calculées sur la même base que celles établies par les articles 15 et 16 de la loi 19 George V, chapitre 95, telle que modifiée par la loi 12 George VI, chapitre 51, article 25 en proportion du temps écoulé.

The next general election shall take place in the month of November, 1950 and the members of the council elected in 1947 shall remain in office until they be replaced by their successors elected in November, 1950. The indemnities of the mayor and aldermen for the period running from the 15th of November, 1947, to the 15th of December, 1950, inclusively, shall be calculated upon the same basis as that established in articles 15 and 16 of the act 19 George V, chapter 95, as amended by the act 12 George VI, chapter 51, section 25, proportionately to the period elapsed.

Prohibi-
tion.

Il sera défendu, sous peine de déqualification, pour le maire et les échevins, de retirer autre chose que ce qui est accordé par la loi."

The mayor and aldermen are forbidden, under penalty of being disqualified, to receive anything other than what the law allows."

1929, c. 95,
a. 66,
remp.

7. L'article 66 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 22 de la loi 1 George VI, chapitre 102, est de nouveau remplacé par le suivant:

7. Section 66 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by section 22 of the act 1 George VI, chapter 102, is again replaced by the following:

Présentation des candidats.	"66. La présentation des candidats se fait au moyen d'une réquisition par écrit, signée par six électeurs ou plus et déposée dans le bureau du greffier le deuxième lundi de novembre, ou le premier jour juridique suivant, si le deuxième lundi est un jour non juridique.	"66. The nomination of the candidates shall be made by means of a written requisition, signed by six or more qualified electors, and deposited in the office of the clerk, on the second Monday of November, or the first following juridical day if such second Monday be a non-juridical day.	Nomination of candidates.
Contenu.	Cette réquisition devra indiquer les noms et adresses des signataires et leurs cens électoral.	Such requisition shall set forth the names and addresses of the signatories and their electoral qualification.	Contents.
Signataires.	Les signataires devront être habiles à voter pour le candidat mis en nomination.	The signatories shall be qualified to vote for the candidate nominated.	Signatories.
Déclaration.	Le bulletin de présentation doit contenir une déclaration sous serment de la personne qui le dépose, établissant, a) qu'elle connaît au moins six signataires de ce bulletin de présentation; et b) qu'ils ont respectivement signé de leur signature ou marque, selon le cas, le dit bulletin de présentation."	The nomination paper shall include a declaration under oath made by the person who deposits same, establishing, a. that he knows at least six of the signatories of such nomination paper; and b. that they respectively signed with their signature or mark, as the case may be, the said nomination-paper."	Declaration.
1929, c. 95, s. 66d, aj.	8. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée, en ajoutant après l'article 66c, édicté par l'article 4 de la loi 7 George VI, chapitre 50, le suivant:	8. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding after section 66c, enacted by section 4 of the act 7 George VI, chapter 50, the following:	1929, c. 95, s. 66d, added.
Décès d'un candidat.	"66d. Si l'un des candidats meurt après avoir été mis en nomination mais avant la clôture du scrutin, le président d'élection doit fixer par proclamation un jour pour une nouvelle présentation des candidats à cette charge, laquelle doit se faire le plus tôt possible, en observant les prescriptions de la présente charte.	"66d. If one of the candidates dies after having been nominated but before the closing of the poll, the returning-officer shall fix by proclamation a day for a new nomination of candidates, which must be made as soon as possible, in compliance with the prescriptions of this charter.	Death of candidate.
Dépôt remis.	Le dépôt du candidat décédé est remis à ses représentants légaux."	The deposit of the deceased candidate shall be remitted to his legal representatives."	Deposit remitted.
1929, c. 95, s. 76, remp.	9. L'article 76 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 5 de la loi 7 George VI, chapitre 50, est de nouveau remplacé par le suivant:	9. Section 76 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 5 of the act 7 George VI, chapter 50, is again replaced by the following:	1929, c. 95, s. 76, replaced.
Établissement de bureaux de votation.	"76. Les bureaux de votation seront établis par le greffier de la cité qui devra transmettre, par courrier postal ordinaire, à chaque électeur, à l'adresse indiquée sur la liste électorale, au moins deux jours francs avant la votation, un avis lui indiquant l'endroit où il a droit de voter.	"76. The polls shall be established by the city clerk who shall send by ordinary mail to every elector, at the address indicated on the electoral list, at least two clear days before the polling day, a notice advising him of the place where he is entitled to vote.	Establishment of polls.
Défaut d'avis.	Le défaut de réception de tel avis ne pourra cependant être considéré comme une irrégularité de nature à invalider une élection.	Failure to receive such notice may not however be deemed an irregularity such as to invalidate an election.	Failure to notice.

- Groupe-ment.** Le greffier de la cité pourra, à sa discrétion, grouper les bureaux de votation dans des salles publiques, dans des écoles ou d'autres locaux spacieux. **The city clerk may, in his discretion, group the polls in public halls, schools or other spacious premises.**
- Congé scolaire.** Les commissions scolaires devront, le jour du scrutin, donner congé aux écoliers fréquentant les écoles qui auront ainsi été choisies comme bureaux de votation. **The school boards shall grant leave of absence on polling day to the pupils attending the schools so chosen as polls.**
- Surveillance.** Aux endroits où plusieurs bureaux de votation auront été ainsi groupés, le greffier de la cité devra prendre des dispositions nécessaires pour diriger les électeurs vers le bureau de votation où ils auront le droit de voter, engager le personnel requis et s'assurer que la votation procède sans encombre, conformément aux dispositions de la présente loi. **In places where several polls have been so grouped, the city clerk shall take the necessary steps to direct the electors to the polls in which they are entitled to vote, hire the necessary personnel and shall ensure that the polling proceeds without hindrance, in accordance with the provisions of this act.**
- 1929, c. 95, a. 77, remp. **10.** L'article 77 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant et la cédule B est remplacée en conséquence: **10.** Section 77 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following and schedule B is replaced accordingly: 1929, c. 95, s. 77, replaced.
- Cahier de votation.** "77. Il n'y aura qu'un cahier de votation pour chaque bureau de votation, suivant la cédule "B" de la présente loi." **"77. There shall be only one poll-book for each poll, in accordance with schedule "B" of this act."** Poll-book.
- 1929, c. 95, a. 86, remp. **11.** L'article 86 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant: **11.** Section 86 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following: 1929, c. 95, s. 86, replaced.
- Couleur des bulletins.** "86. Les bulletins de vote pourront être de couleurs différentes pour chaque siège électoral et seront faits suivant la forme édictée par la Loi électorale de Québec." **"86. The ballot-papers shall be of different colours for every electoral seat and shall be made in accordance with the form enacted by the Quebec Election Act."** Colour of ballot-papers.
- 1929, c. 95, a. 213, remp. **12.** L'article 213 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant: **12.** Section 213 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following: 1929, c. 95, s. 213, replaced.
- Protection des cotiseurs.** "213. Quiconque refusera de répondre aux questions qui lui seront posées par tout cotiseur ou technicien du même service, dans l'exercice des devoirs de leur fonction, ou qui, sciemment, donnera auxdits officiers des renseignements faux, ou les insultera ou assaillira, ou leur refusera l'entrée de sa propriété ou des lieux qu'il occupe encourra, pour chaque telle offense, une amende n'excédant pas quarante dollars, recouvrable suivant la loi devant la Cour du recorder de la cité." **"213. Any person who shall refuse to reply to the questions which are put to him by any assessor or technician of the same service, in the discharge of the duties of their office, or who shall give information to the said officers which he knows to be false, or who shall insult or strike them, or who shall refuse to allow them to enter in and upon his property or the localities occupied by him, shall incur, for each such offence, a penalty not exceeding forty dollars, to be recovered, according to law, before the Recorder's Court of the said city."** Protection of assessors.
- Amende.** **13.** L'article 273 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par l'article 9 de **13.** Section 273 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by section 9 of 1929, c. 95, s. 273, replaced.

la loi 5 George VI, chapitre 72, est de nouveau remplacé par le suivant:

the act 5 George VI, chapter 72, is again replaced by the following:

Intérêt
sur taxes,
etc.

"273. L'intérêt sera payé à raison de cinq pour cent l'an sur toutes sommes exigées par la corporation pour toutes taxes quelconques non payées avant le premier novembre de chaque année de même que pour les comptes se rapportant au coût de l'enlèvement de la neige. Quant aux autres comptes, l'intérêt courra à compter de trente jours de l'envoi du compte de l'année courante. Il sera exigé un intérêt de six pour cent l'an sur toute licence non payée dans les trente jours de l'exigibilité de ladite licence.

"273. Interest at the rate of five per cent per annum shall be payable on all sums exigible by the corporation for any taxes whatsoever not paid before the first day of November of each and every year, as well as for the accounts concerning the cost of snow removal. As regards other accounts, the interest shall be computed from thirty days from the sending of the account for the current year. Interest at six per cent per annum shall be charged on any license not paid within thirty days from the date of its exigibility.

Interest
on taxes.

Escompte.

Tout contribuable qui paiera son compte de taxes avant le quinze octobre de chaque année, aura droit à un escompte n'excédant pas trois pour cent par année, calculé sur le nombre de jours entre la date du paiement et le premier novembre.

Every ratepayer who shall pay his tax account before the 15th of October of each year shall be entitled to a discount not exceeding three per cent per annum, computed on the number of days between the date of payment and the 1st of November.

Discount.

Idem.

Il sera loisible à la cité d'accepter des contribuables, entre le premier janvier et le trente avril de chaque année, des paiements par anticipation sur les taxes de l'année suivante, et les contribuables bénéficieront de l'escompte prévu à l'alinéa précédent.

The city may accept from the ratepayers, between the 1st of January and 30th of April of each year, payments in advance on the taxes for the following year, and the ratepayers so paying shall be entitled to the discount contemplated in the preceding paragraph.

Idem.

Emploi
des deniers
perçus.

L'argent ainsi perçu ne pourra être employé à d'autres fins que pour le rachat des bons du trésor.

The money so collected shall not be employed for other purposes than the redemption of treasury notes.

Use of
sums col-
lected.

Remise,
etc., pro-
hibée.

Aucune remise ou réduction de l'intérêt sur les sommes exigibles par la cité et non payées ne peuvent être faites.

No remission or reduction of the interest on the amounts exigible by the city and unpaid may be made.

Remis-
sion, etc.,
prohibi-
ed.

Intérêt
sur cer-
tains
verse-
ments.

Les versements annuels dûs en vertu de la loi 25-26 George V, chapitre 82, modifiée par la loi 4 George VI, chapitre 25, article 9, porteront intérêt à cinq pour cent à compter de la date de leur exigibilité."

The annual instalments due under the act 25-26 George V, chapter 82, as amended by the act 4 George VI, chapter 25, section 9, shall bear interest at five per cent, from the date of their becoming exigible."

Interest
on cer-
tain in-
stalments.

1929, c. 95,
a. 512,
remp.

14. L'article 512 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 20 de la loi 12 George VI, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

14. Section 512 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 20 of the act 12 George VI, chapter 51, is again replaced by the following:

1929, c. 95,
s. 512, re-
placed.

Emprunt.

"512. Pour les fins de l'article 511, la cité est autorisée à emprunter annuellement, sur résolution de son conseil, une somme n'excédant pas trois cent mille dollars."

"512. For the purpose of section 511, the city is authorized to borrow each year, by resolution of its council, a sum not to exceed three hundred thousand dollars."

Borrow-
ing.

1929, c. 95,
a. 518a,
aj.

15. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant, après l'article 518, le suivant:

15. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 518, the following:

1929, c. 95,
s. 518a,
added.

Prix pour
l'eau.

"518a. La cité pourra, à compter du 1er mai 1948, établir, par résolution de son conseil, des prix différents pour l'eau fournie à certaines institutions. Ces prix ne devront pas excéder les taux suivants par cent dollars d'évaluation des immeubles.

a) Propriétés des commissions scolaires employées ou occupées pour les fins de l'éducation, \$0.62.5 par \$100.00 d'évaluation;

b) Propriétés des institutions et communautés religieuses ou enseignantes autres que les commissions scolaires, les hôpitaux, les institutions de bienfaisance reconnues comme telles par le conseil, \$0.60 par \$100.00 d'évaluation;

c) Propriétés des institutions de charité publique, bénéficiant de l'assistance publique ou soutenues par les souscriptions du public, non comprises dans le paragraphe b qui précède, \$0.35 par \$100.00 d'évaluation;

d) Institutions dont la pauvreté est reconnue par le conseil, \$0.20 par \$100.00 d'évaluation;

e) De plus la cité est et a toujours été autorisé à faire des ententes particulières avec chacune des communautés cloîtrées établies dans la cité ou en dehors de la cité, pour tous ou partie de leurs biens, quant à l'eau qui leur est fournie.

f) Le pouvoir prévu à l'alinéa précédent a toujours été accordé pour les établissements religieux ayant pour objet le culte divin auquel ils se rapportent, leurs dépendances, et les salles paroissiales.

Entente.

Cependant, à compter du premier mai 1948, au lieu d'une entente particulière ou individuelle, il ne devra y avoir qu'une seule entente pour tous les biens d'une même dénomination religieuse. Cette entente qui stipulera le prix à être payé pour chacun de ces biens, sera faite entre la cité et l'autorité supérieure locale de chaque dénomination religieuse, comme seule autre partie contractante et chaque corporation civile affectée par l'entente faite sera tenue de s'y conformer comme si elle y avait été partie; le tout sans préjudice des dispositions de l'article 531 pour ceux qui peuvent ou pourront en bénéficier.

"518a. The city may establish, as from the 1st of May, 1948, by resolution of its council, different prices for the water furnished to certain institutions. Such prices shall not exceed the following rates per hundred dollars of valuation of the immovables.

a. Properties of school boards used or occupied for educational purposes, \$0.62.5 per \$100.00 of valuation;

b. Properties of religious or teaching institutions and communities, other than school boards, hospitals, welfare institutions recognized as such by the council, \$0.60 per \$100.00 of valuation;

c. Properties of the public charitable institutions, benefiting by public charities or supported by subscriptions of the public, not included in the preceding paragraph b, \$0.35 per \$100.00 of valuation;

d. Institutions recognized as poor by the council, \$0.20 per \$100.00 of valuation;

e. Moreover, the city is and always has been authorized to enter into private agreements with each of the cloistered communities established within or outside the city, for all or part of their property, with reference to the water supplied to them.

f. The power contemplated in the preceding paragraph has always been granted for the religious establishments whose object is divine worship to which they are related, their dependencies, and parochial halls.

Nevertheless, as from the first of May, 1948, instead of a particular or individual agreement, there shall be only a single agreement for all the properties of a same religious denomination. Such agreement which shall state the price to be paid for each such property, shall be concluded between the city and the highest local authority for each religious denomination, as the sole other contracting party and each civil corporation affected by the concluded agreement shall be bound to comply therewith as if it had taken part therein; the whole without prejudice to the provisions of section 531 for those who may or might benefit thereby.

Prices for
water.

Agreement.

Maxi-
mum.

A défaut d'entente, le prix du service d'eau ne pourra excéder le montant correspondant à un quart de un pour cent de la valeur de ces biens, dont l'évaluation dans tous les cas ne pourra excéder quarante pour cent de la valeur inscrite, au 30 avril 1948, aux livres de la cité. Le même prix sera payé pour les biens futurs et ceux non inscrits à cette dernière date, mais l'évaluation qu'en fera la cité ne devra pas être supérieure à celle des biens similaires destinés aux mêmes fins."

In the absence of agreement, the price for the water service may not exceed an amount equal to a quarter of one per cent of the value of such properties, whose valuation in all cases shall not exceed forty per cent of the value entered, on the 30th of April, 1948, in the books of the city. The same price shall be paid for the future properties and those not entered at the above-mentioned date, but their valuation by the city shall not exceed that of similar properties serving the same ends."

1929, c. 95,
a. 541a,
aj.

16. L'article 13 de la loi 8 George VI, chapitre 47, est abrogé et la loi 19 George V, chapitre 95 est modifiée en ajoutant après l'article 541 tel qu'édicte par l'article 9 de la loi 8 George VI, chapitre 47, le suivant:

16. Section 13 of the act 8 George VI, chapter 47, is repealed and the act 19 George V, chapter 95, is amended by adding after section 541 as enacted by section 9 of the act 8 George VI, chapter 47, the following:

Immeu-
bles
exemptés.

"**541a** Sont exceptés des prohibitions de l'article 541:

a) L'immeuble connu et désigné comme le quart est du lot numéro cinquante-sept, les lots numéros cinquante-huit et cinquante-neuf et la demie est des lots numéros soixante-deux et soixante-trois des subdivisions du lot originaire numéro vingt-six-A ($\frac{1}{4}$ E. 57, 58, 59 et $\frac{1}{2}$ E. 62 et 63 de 26-A) du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec, Banlieue, où est construit "L'Hôpital Bellevue", tant que ledit immeuble sera occupé comme hôpital. Il devra n'y avoir aucun panneau-réclame ou annonce, sauf ce qui existe actuellement;

b) L'immeuble numéros cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt-et-un et cent vingt-deux de la subdivision quatre mille quatre cent trente-sept, (119, 120, 121 et 122 de 4437) des plan et cadastre pour le quartier Montcalm en la cité de Québec, situé au coin nord-est des avenues Lansdowne et Laurier, en ladite cité de Québec, où une maison exclusivement d'habitation pour un seul logement a été transformée en une maison de plusieurs logements, tant que ledit immeuble demeurera dans l'état actuel;

c) L'immeuble connu et désigné comme le lot No 1 des subdivisions du lot originaire numéro vingt-huit (28-1) du cadastre

"**541a.** The following are excepted from the prohibitions of section 541:

a. The immovable known and designated as the east quarter of lot number fifty-seven, lots numbers fifty-eight and fifty-nine and the east half of lots numbers sixty-two and sixty-three of the subdivisions of the original lot number twenty-six-A ($\frac{1}{4}$ E. 57, 58, 59 and $\frac{1}{2}$ E. 62 and 63 of 26-A) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec, Suburbs, where Bellevue Hospital is built, as long as the said immovable shall be occupied as a hospital. No signboard or advertisement shall be permitted there except what actually exists;

b. The immovable numbers one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty-one, and one hundred and twenty-two of subdivision four thousand four hundred and thirty-seven (119, 120, 121 and 122 of 4437) of the plan and cadastre for Montcalm ward in the city of Quebec, situated at the northeast corner of Lansdowne and Laurier avenues, in the said city of Quebec, where a house exclusively a dwelling-house for one dwelling only has been transformed into a house of several dwellings, so long as the said immovable remains in the present state;

c. The immovable known and designated as lot No. 1 of the subdivisions of original lot number twenty-eight (28-1)

Exempt-
ed im-
movables.

Maxi-
mum.

officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec, Banlieue, lequel immeuble sera assujéti aux dispositions de l'article 1 du règlement No 669 de la cité de Québec, adopté le 19 septembre 1947.

d) La cité de Québec est autorisée aux conditions qu'elle déterminera à exempter des prohibitions de l'article 541, les immeubles connus et désignés comme les lots numéros cent vingt-trois, cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent vingt-sept, cent vingt-huit, cent vingt-neuf, cent trente, (123, 125, 126, 127, 128, 129, 130), de la subdivision quatre mille quatre cent trente-sept (4437) des plans et cadastre du quartier Montcalm de la cité de Québec."

Évaluation fixe.

17. La cité est autorisée à maintenir pendant une période de pas plus de trois ans l'évaluation actuelle des maisons d'habitation qui seront exhaussées ou dont le toit à pignon sera remplacé par un toit plat.

Trois étages.

Dans un aucun cas la maison ainsi modifiée ne pourra avoir plus de trois étages après exhaussement et il sera défendu de construire des escaliers extérieurs pour avoir accès aux différents étages.

Exception.

La présente autorisation ne pourra s'appliquer dans les rues ou avenues où les règlements de construction de la cité ne permettent que des maisons à famille unique, ni dans le territoire compris à l'intérieur des murs.

Approbation.

De plus, les modifications ne pourront être faites qu'après l'approbation de la Commission d'urbanisme.

Communtation autorisée.

18. La cité pourra, sur résolution de son conseil, accorder la commutation de taxes prévue par la loi 8 George VI, chapitre 37, aux propriétés à logis unique, occupé par le propriétaire, ou de deux logements dont l'un est occupé par le propriétaire, et construites entre le 1er avril 1944 et le 15 janvier 1948. Cette commutation de sept années sera pour la période entre le 1er mai 1949 jusqu'au 30 avril 1956 et ne s'appliquera qu'aux pro-

of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-de-Québec, Suburbs, which immoveable shall be subject to the provisions of article 1 of by-law No. 669 of the city of Quebec, passed on the 19th of September, 1947.

d. The city of Quebec is authorized, upon the conditions it may determine, to exempt from the prohibitions of article 541, the immoveables known and designated as lots numbers one hundred and twenty-three, one hundred and twenty-five, one hundred and twenty-six, one hundred and twenty-seven, one hundred and twenty-eight, one hundred and twenty-nine, one hundred and thirty, (123, 125, 126, 127, 128, 129, 130), of subdivision four thousand four hundred and thirty-seven (4437) on the plans and cadastre of Montcalm ward in the city of Quebec."

17. The city is authorized to maintain Fixed valuation. for a period not exceeding three years the present rate of valuation of dwelling-houses the height of which shall have been increased or which will be raised and with respect to which gable roof are replaced by flat roofs.

Under no circumstances, shall the house Three stories thus altered, have more than three stories after being made taller and it shall be forbidden to build outside staircases to give access to the various floors.

This authorization shall not apply to Exception. streets or avenues where the building by-laws of the city permit only single-family houses, nor in the territory comprised within the walls.

Moreover, the alterations may be effected Approval. only after approval by the Quebec Town-Planning and Conservation Commission.

18. The city may, by resolution of its Communtation authorized. council, grant the commutation of taxes provided by the act 8 George VI, chapter 37, to single-dwelling houses, occupied by the owner or two-unit dwelling-house one of which is occupied by the owner, and built between the 1st of April, 1944 and the 15th of January, 1948. Such commutation for seven years shall be for the period between the 1st of May, 1949, to the 30th of April, 1956, and shall apply

priétés qui n'ont déjà bénéficié d'aucune autre commutation.

only to houses which have not already benefitted by another commutation.

Acquisition autorisée.

19. La cité est autorisée à acquérir, à l'amiable ou par expropriation, avec le surplus de la vente des usines de Saint-Malo, pour fins industrielles, des immeubles situés dans les limites de la cité, et dans un rayon de cinq cents pieds de la limite ouest du centre industriel de Saint-Malo, afin de les revendre de gré à gré, pour fins industrielles, avec l'assentiment préalable de la Commission municipale de Québec.

19. The city is authorized to acquire by private agreement or by expropriation out of the surplus proceeds accruing from the sale of the Saint-Malo Shops, for industrial purposes, immoveables situated within the limits of the city and within a radius of five hundred feet from the western limit of the industrial centre of St. Malo, in order to resell same by mutual agreement, for industrial purposes, with the previous approval of the Quebec Municipal Commission.

Acquisition authorized.

Prêts autorisés.

20. La cité est autorisée à consentir, avec le surplus de la vente des usines de Saint-Malo, des prêts à des industriels canadiens ou à des corporations légalement incorporées au Canada, pour l'acquisition de terrains, la construction d'immeubles, l'achat de machineries, équipements ou accessoires nécessaires à l'établissement de nouvelles industries dans la cité, le tout aux conditions qu'elle jugera à propos.

20. The city is authorized to grant, out of the surplus proceeds accruing from the sale of the Saint-Malo Shops, loans to Canadian manufacturers or to corporations legally incorporated in Canada, for the purchase of lands, the erection of buildings, the purchase of machinery, equipment or accessories necessary to the establishment of new industries in the city, the whole on such conditions as it may deem expedient.

Loans authorized.

Approbation.

L'exercice de tels pouvoirs sera sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

The exercise of such powers shall be subject to previous approval by the Quebec Municipal Commission.

Approval.

Préséance.

Tout prêt consenti par la cité aura préséance sur tout autre charge ou privilège sur les terrains et les bâtisses, sauf en ce qui concerne les droits de la province et ceux résultant de prêts hypothécaires enregistrés à une date antérieure.

Any loan granted by the city shall have precedence over any other charge or privilege on the lands and buildings, except as to what concerns the rights of the Province and those resulting from loans on mortgage registered at an earlier date.

Precedence.

Paiement.

Les taxes devront être payées par l'occupant des immeubles.

The taxes shall be paid by the occupant of the immoveables.

Payment.

Évaluation de certains édifices.

21. L'évaluation des édifices dont la construction a été commencée le ou après le 1er janvier 1946 ou qui pourront être érigés dans l'avenir, pour des fins industrielles, dans les zones industrielles 2, 3 et 4, pourra, subordonnement à l'approbation de la Commission municipale de Québec, être fixée par résolution du conseil à cinquante pour cent de leur valeur réelle, et ce pour une période de cinq ans.

21. The valuation of buildings, the construction of which was begun on or after the 1st of January, 1946, or which may be erected in the future, for industrial purposes, in the industrial zones 2, 3, and 4, may, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, be fixed by resolution of the council, at fifty per cent of their real value, for a period of five years.

Valuation of certain buildings.

Idem.

Le même privilège pourra être accordé, à compter du 1er mai 1949, dans la zone 8, dite de la Pointe-aux-Lièvres, sur les immeubles utilisés pour fins industrielles

The same privilege may be granted, as from the 1st of May, 1949, in zone No. 8, called Pointe-aux-Lièvres, with respect to the buildings used for industrial or

Idem.

ou commerciales construits après le 1er janvier 1944.

Zone 2.

La zone 2 est située dans le quartier Limoilou. Elle comprend toute l'étendue située dans les limites suivantes:

Partant de la rivière Saint-Charles, près du pont Dorchester, la ligne suit le côté est de la 3^{ème} Avenue jusqu'au coin de la rue des Sables, alors qu'elle suit l'alignement sud de la rue des Sables jusqu'au côté est de la 4^{ème} Avenue, qu'elle suit ensuite jusqu'au côté sud de la 1^{ère} Rue. Elle suit ensuite le côté sud de la 1^{ère} rue vers l'est jusqu'au côté est du Boulevard des Capucins. Elle se dirige ensuite vers le nord en suivant l'alignement est du Boulevard des Capucins jusqu'au côté sud du chemin de la Canardière qu'elle suit ensuite jusqu'à la limite est du droit de voie du chemin de Fer Canadien National (embranchement Lac Saint-Jean). La limite suit ensuite ce dernier alignement jusqu'à la 22^{ème} Rue. Elle se dirige ensuite vers le sud en suivant la ligne ouest de l'avenue Bergemont jusqu'à la 18^{ème} Rue; alors qu'elle se dirige vers l'ouest pour de là se diriger vers le sud en suivant la ligne arrière des lots qui bordent le côté ouest de l'avenue Bergemont jusqu'au côté sud du chemin de la Canardière. La limite suit ensuite le côté sud du chemin de la Canardière jusqu'à l'alignement ouest de la rue Goupil, alignement qu'elle suit ensuite dans une direction sud jusqu'à la limite nord du lot No. 582-A. De cet endroit la limite de la zone se dirige vers le nord-est jusqu'aux limites de la cité où elle est à une distance d'environ 350 pieds de l'alignement nord du droit de voie du chemin de fer Québec Montmorency et Charlevoix. Elle suit ensuite l'alignement est du lot 737 de la Paroisse de Beauport, qui est la limite de la cité de ce côté, pour se rendre au fleuve Saint-Laurent. Vers l'est et le sud-est, la zone est délimitée par le fleuve Saint-Laurent, l'extérieur des quais de la compagnie Anglo Canadian Pulp and Paper et le lit de la rivière Saint-Charles jusqu'au pont Dorchester, qui en fait est le point de départ de la présente description.

Zone 3.

La zone 3 est située dans le quartier Limoilou. Elle comprend toute l'étendue située dans les limites suivantes:

commercial purposes erected after the 1st of January, 1944.

Zone 2 is situated in Limoilou ward. Zone 2.

It comprises the whole area situated within the following boundaries:

Starting from the river St. Charles, near Dorchester bridge, the line follows the east side of 3rd Avenue to the corner of des Sables street, whence it follows the south line of des Sables street to the east side of 4th Avenue, which it then follows as far as the south side of 1st Street. Then it follows the south side of 1st street towards the east as far as the east side of Boulevard des Capucins. Then it runs towards the north along the east line of Boulevard des Capucins to the south side of La Canardière road which it then follows as far as the east limit of the right-of-way of the Canadian National Railway (Lake St. John branch.) The boundary then follows the latter line as far as 22nd Street. Then it extends towards the south along the western line of Bergemont avenue to 18th Street; then it extends towards the west thence to extend towards the south along the rear line of the lots which front on the west side of Bergemont avenue as far as the south side of La Canardière road. Then, the boundary follows the south side of la Canardière Road to the west line of Goupil street, which line it then follows in a southerly direction as far as the north boundary of lot No. 582-A. Thence the boundary of the zone extends towards the northeast to the city limits where it is at a distance of about 350 feet from the north line of the right-of-way of the Quebec Montmorency and Charlevoix railway. It then follows the east line of lot 737 of the parish of Beauport, which is the city limit on that side, to reach the St. Lawrence River. On the east and southeast, the zone is bounded by the St. Lawrence river, the outside line of the wharves of the Anglo Canadian Pulp and Paper company and the bed of the Saint-Charles river as far as Dorchester bridge, which is itself the starting point for this description.

Zone 3 is situated in Limoilou ward. Zone 3.

It comprises the whole area situated within the following boundaries:

Partant de l'endroit où la limite nord du lot No 431-6-B de la paroisse Saint-Roch Nord intersecte la route de la Savane, la limite de la zone se dirige vers le nord ouest jusqu'à l'alignement sud de l'avenue des Épinettes qu'elle suit jusqu'au côté est de la Première Avenue. Elle suit ensuite le côté est de la Première Avenue vers le nord jusqu'à la ligne nord de la rue Godbout, qu'elle suit ensuite vers l'est jusqu'au prolongement projeté de la 4ième Avenue. Elle suit ensuite le côté est de la 4ième Avenue projetée vers le nord, jusqu'au côté nord de la route connue sous le nom de "route du Petit Village".

La limite se dirige ensuite vers l'ouest et suit l'alignement nord de cette route jusqu'à un point situé dans le prolongement de la ligne ouest du lot 705 de la paroisse de Charlesbourg, alignement qu'elle suit ensuite dans une direction nord-ouest jusqu'au côté sud du droit de voie du chemin de fer Canadien National (embranchement Lac Saint-Jean). La limite suit ensuite le côté sud de ce droit de voie dans une direction est, jusqu'à la ligne nord de la route du Petit Village, et suit ensuite le côté sud de cette même route jusqu'au côté ouest de la route qui est le prolongement de la rue d'Estimaerville vers le nord. De là cette zone inclut une bande de 500 pieds en largeur de chaque côté de l'ancien droit de voie du Canadien National, (embranchement Mont-Mills). En revenant vers l'ouest, l'alignement suit le côté ouest de la route située dans le prolongement de la rue d'Estimaerville pour se diriger ensuite vers l'ouest en suivant l'alignement nord des lots 589 et 590 de la paroisse Saint-Roch Nord, et le prolongement de cet alignement vers l'ouest jusqu'au côté ouest de la rue Vitré, pour suivre ensuite le côté ouest de cette rue dans une direction sud jusqu'à l'alignement nord d'une rue qui existe sur la subdivision du Parc Maufils; et qui est la troisième rue au nord de la 22ième Rue. La limite suit ensuite l'alignement de cette rue vers l'ouest jusqu'au côté ouest du Boulevard Churchill-Roosevelt pour de là se diriger vers l'ouest après avoir suivi le côté ouest du Boulevard; et le côté nord de la 22ième Rue jusqu'à l'alignement est du lot 726

Starting from the place where the north boundary of lot No. 431-6-B of the parish of St. Roch North intersects the Savane road, the boundary of the zone extends towards the northwest to the south line of Avenue des Épinettes which it follows to the east side of 1st Avenue. Then it follows the east side of 1st Avenue towards the north to the north line of Godbout street, which it then follows towards the east as far as the planned extension of 4th Avenue. It then follows the east side of 4th Avenue planned towards the north, to the north side of the road known under the name of "route du Petit Village".

The boundary then extends towards the west and follows the northern line of such road to a point situated on the extension of the west line of lot 705 of the parish of Charlesbourg, which line it follows in a northwest direction to the south side of the right-of-way of the Canadian National Railway (Lake St. John branch). Then the boundary follows the south side of such right-of-way in an eastern direction, to the north line of the "route du Petit Village," and then follows the south side of such road to the west side of the road which is the extension of Estimaerville street towards the north. Thence the zone includes a strip 500 feet wide on each side of the former right-of-way of the Canadian National (Mont-Mills branch). Turning back westerly, the line follows the west side of the road situated on the extension of Estimaerville street, then to extend towards the west following the north line of lots 589 and 590 of the parish St. Roch North, and the extension of such line towards the west to the western side of Vitré Street, then to follow the west side of such street in a southerly direction to the north line of a street which exists on the subdivision of Maufils Park and which is the third street north of 22nd Street. Then the limit follows the line of such street to the west as far as the west side of Churchill-Roosevelt Boulevard thence to extend towards the west after having followed the western side of the Boulevard, and the northern side of 22nd Street to the eastern line of lot 726 of the parish of Charlesbourg, and lot 508, subdivided part. The bound-

de la paroisse de Charlesbourg, et le lot 508 partie subdivisée. La limite suit ensuite l'alignement sud du lot 726 dans une direction ouest jusqu'à la première avenue, et ensuite l'alignement est de la Première avenue vers le sud jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot No 431-6-B; alignement qu'elle suit ensuite dans une direction ouest pour atteindre la route de la Savanne.

Zone 4.

La zone 4 est située dans le quartier Limoilou. Elle comprend toute l'étendue située dans les limites suivantes:

Partant du coin nord est de la 4^{ième} Rue et de la 12^{ième} Avenue dans la ville de Québec-Ouest, elle suit l'alignement est de la 2^{ième} Avenue jusqu'au coin sud de la 2^{ième} Rue au nord du droit de voie du chemin de fer. Elle suit ensuite l'alignement sud de cette rue, et son prolongement dans une direction est pour ensuite suivre une ligne parallèle à l'alignement nord du droit de voie du Canadien National, cette ligne étant à 600 pieds de distance de ce droit de voie. Rendue à la limite est du lot No 2434 de la paroisse Saint-Sauveur, la ligne suit l'alignement est de ce même lot vers le nord-ouest jusqu'à l'alignement sud du lot 269 de la paroisse de Charlesbourg.

Elle suit ensuite l'alignement sud de ce lot vers l'est jusqu'aux limites de la cité, suivant ensuite cette limite vers le nord, jusqu'au côté sud d'une route située entre les lots 420 et 423, 424 et 425 de la paroisse Saint-Roch Nord, suivant ensuite l'alignement sud de cette route dans une direction est jusqu'à l'alignement ouest du lot 421; suivant ensuite l'alignement ouest du lot 421 et son prolongement dans une direction sud jusqu'au droit de voie du chemin de fer Canadien National.

La limite suit ensuite l'alignement nord du droit de voie du chemin de fer dans une direction ouest jusqu'à l'alignement est du lot 4-868 de la paroisse Notre-Dame des Anges, pour ensuite se diriger vers le sud en suivant cet alignement et de là vers l'est pour atteindre l'alignement ouest de la rue Dom Bosco de la subdivision déposée par les RR. Dames de l'Hôpital Général. De cet endroit la limite se dirige vers le sud-ouest jusqu'à un point situé sur la ligne de division entre la cité et la ville de Québec-Ouest, ce point étant

dary then follows the south line of lot 726 in a westerly direction to 1st Avenue and then the eastern line of 1st Avenue towards the south to the extension of the southern line of lot No. 431-6-B; which line it then follows in a westerly direction to reach the Savanne road.

Zone 4 is situated in Limoilou ward. Zone 4. It comprises the whole area situated within the following boundaries:

Starting from the northeast corner of 4th Street and 12th Avenue in the town of Quebec-West, it follows the east line of 2nd Avenue as far as the south corner of 2nd Street north of the railway right-of-way. Then it follows the south line of such street, and its extension in an easterly direction then to follow a line parallel to the north line of the Canadian National right-of-way, such line being at a distance of 600 feet from such right-of-way. After reaching the east boundary of lot No. 2434 of the parish of Saint-Sauveur, the line follows the east line of such lot towards the northwest as far as the south line of lot 269 of the parish of Charlesbourg.

Then it follows the south line of such lot towards the east as far as the city limits, then following such limit towards the north, to the south side of road situated between lots 420 and 423, 424 and 425 of the parish of St. Roch North, then along the south line of such road in an easterly direction as far as the west alignment of lot 421; then following the west line of lot 421 and its extension in a southerly direction as far as the Canadian National Railway right-of-way.

The boundary then follows the northern line of the railway right-of-way in a westerly direction as far as the east line of lot 4-868 of the parish of Notre-Dame des Anges, then to extend towards the south along such line and thence towards the east to reach the west line of Dom Bosco street in the subdivision deposited by the Rev. Sisters of l'Hôpital Général. From such place the boundary then extends towards the southwest as far as a point situate on the line between the city and the town of Quebec-West, such point

dans le prolongement de l'alignement nord de la 5^{ème} Rue de la municipalité de Québec Ouest. La ligne suit ensuite l'alignement nord de la 5^{ème} Rue dans une direction ouest jusqu'au côté ouest de la 7^{ème} Avenue; de là elle suit la ligne ouest de la 7^{ème} avenue vers le sud jusqu'au côté nord de la 4^{ème} Rue, et ensuite l'alignement nord de la 4^{ème} Rue dans une direction ouest jusqu'au coin nord est de la 12^{ème} Avenue et de la 4^{ème} Rue, qui est le point de départ ci-dessus mentionné.

Zone 8.

La zone 8 est située dans le quartier Saint-Roch. Elle comprend toute l'étendue de terrain connue sous le nom de Pointes aux Lièvres.

Cette zone est bornée au sud-est par l'avenue du Pont Drouin et son prolongement vers l'ouest jusqu'à la rivière Saint-Charles.

De tous les autres côtés cette zone est aussi bornée par la rivière Saint-Charles.

Immeu-
bles non
impos-
ables.

22. Les immeubles qui seraient la propriété du gouvernement des États-Unis et occupés pour des fins consulaires dans la cité de Québec ne sont pas assujettis, si le conseil de la cité de Québec le juge à propos, à la taxe foncière, mais ils devront payer la taxe d'eau et les taxes spéciales.

Règle-
ment vali-
dé.

23. Le règlement No 706 adopté par la cité de Québec le 23 juillet 1948 est déclaré valide et légal. Le présent article n'affectera pas les causes actuellement pendantes, mais quant aux frais seulement.

Entrée en
vigueur.

24. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

being in the extension of the north line of the 5th Street of the municipality of Quebec-West. The line then follows the northern line of the 5th Street in a westerly direction as far as the west side of 7th Avenue; thence, it follows the west line of 7th Avenue towards the south as far as the north side of the 4th Street, and then the north line of 4th Street in a western direction to the northeast corner of 12th Avenue and 4th Street, which is the starting point hereinabove mentioned.

Zone 8 is situated in Saint Roch ward. Zone 8. It comprises the whole area of land known under the name of Pointe aux Lièvres.

Such zone is bounded on the southeast by the Pont Drouin Avenue and its extension towards the west as far as the St. Charles river.

On all its other sides such zone is also bounded by the St. Charles river.

22. The immoveables being owned by the United States Government and occupied for consular purposes in the city of Quebec shall not be subject, should the council of the city of Quebec deem it expedient, to the real estate tax, but they shall pay the water rate and the special taxes. Non tax-
able im-
move-
ables.

23. By-law No. 706 adopted by the city of Quebec on the 23rd of July, 1948 is declared valid and legal. This section shall not affect cases now pending, but as to costs only. By-law
validated.

24. This act shall come into force of the day of its sanction. Coming
into force.